

COMPTE RENDU DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

RÉUNION DU 13 novembre 2014

L'an deux mille quatorze, le treize novembre deux mille quatorze, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 04 novembre 2014, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Pierre-Manuel CHAUVET pouvoir à M. Yannick BELLE - Mme Christine DURAND pouvoir à M. Séverin BATFROI - Mme Sandrine VITALI pouvoir à Mme Nathalie BRITES - Mme Evelyne ARNAUD pouvoir à Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE pouvoir à Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Jérôme GIACHINO pouvoir à M. Christian COIGNÉ

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	27
Nombre de votants	:	33

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE a été désignée comme secrétaire de séance.

1 - DGS – ADMINISTRATION GÉNÉRALE – ADOPTION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES DE GRENOBLE-ALPES-MÉTROPOLE

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article 1609 nonies C du code général des impôts ;

VU le CGCT, et notamment son article L5211-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013296 - 0009 du 23 octobre 2013 ;

VU la délibération de Grenoble Alpes Métropole du 06 juin 2014 ;

VU la délibération de Grenoble Alpes Métropole du 04 juillet 2014 ;

VU le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées du 21/10/2014;

RAPPELLE que par arrêté du 23 octobre 2013, le Préfet de l'Isère a créé à compter du 01/01/2014 une communauté d'agglomération née de la fusion de la communauté

d'agglomération Grenoble Alpes Métropole et des communautés de communes du Balcon Sud de Chartreuse et du Sud Grenoblois ;

INDIQUE, que les transferts de charges et restitutions de compétences inhérents à cette fusion doivent faire l'objet d'un examen de la part de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT), qui s'est donc réunie le 21/10/2014 et s'est prononcée sur les compétences suivantes :

- Collecte et traitement des eaux usées
- Action sociale
- Gestion dispositif d'alerte
- Création et aménagement de places de village
- Participation au SCOT
- Lutte contre la divagation des animaux

La CLECT à la suite de ses débats a produit un rapport consultable au secrétariat du Maire, sur lequel le conseil municipal doit délibérer.

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER le rapport de la CLECT du 21/10/2014.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par SIX voix POUR, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

*** VINGT SEPT ABSTENTION(S), M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHARUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyn ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

DECIDE,

D'ADOPTER le rapport de la CLECT du 21/10/2014.

**2 - DGS – ADMINISTRATION GÉNÉRALE – DÉSIGNATION D'UN SUPPLÉANT AU
REPRÉSENTANT DE LA VILLE À LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES
CHARGES TRANSFÉRÉES**

Christian COIGNÉ,

VU l'article 1609 nonies C du code général des impôts ;

VU le CGCT, et notamment son article L5211-5 ;

VU la délibération de Grenoble Alpes Métropole du 6 juin 2014 ;

VU la délibération du conseil municipal du 3 juillet 2014 ;

RAPPELLE que par délibération du 3 juillet 2014, Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER a été désigné représentant de la Commune de Sassenage à la commission locale d'évaluation des transferts de charges auprès de Grenoble Alpes Métropole;

INDIQUE qu'il conviendrait de désigner également un suppléant;

PROPOSE au conseil municipal :

DE DESIGNER Jérôme MERLE suppléant de Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE DESIGNER Jérôme MERLE suppléant de Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER ;

3 - DGASR - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - FUSION DES SOCIÉTÉS EAUX DE GRENOBLE ET S.E.R.G.A.D.I.

Christian COIGNÉ,

VU les articles L1531-1 et L. 2121 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les délibérations du conseil municipal de Sassenage du 26 septembre 2013, 07 novembre 2013 et 16 décembre 2013;

VU le projet de traité de fusion ;

RAPPELLE qu'il a décidé par délibérations du 16/12/2013, de confier à la société Eau de Grenoble le service public de l'eau, distribution et exploitation, suite à la transformation de la Régie des Eaux de Grenoble alors titulaire de la DSP (délégation de service public)

affermage de l'eau, en société publique locale. Ce changement de statut s'est réalisé dans le contexte beaucoup plus large d'une réflexion visant à créer une plateforme technique qui puisse rassembler deux acteurs importants de l'eau à l'échelle du bassin grenoblois. L'idée était de réunir leurs moyens matériels humains et financiers, mais également et surtout la connaissance et les compétences nécessaires à l'exercice partagé de la compétence « eau » ;

INDIQUE, que les rapprochements utiles entre la SPL Eaux de Grenoble et la SPL SERGADI, permet leur fusion, et ce organisée autour d'un projet basé sur la réalisation de deux objectifs majeurs : optimiser les coûts pour lutter contre l'effet ciseau généré par la baisse continue des consommations, et préserver la continuité des pratiques du secteur à savoir la continuité technique du service public, la continuité du rôle des autorités organisatrices, la continuité territoriale et de proximité pour les usagers qui gardent leurs interlocuteurs locaux habituels. Seule la mutualisation permettra de dégager les gisements de productivité nécessaires à la pérennisation d'un grand service public de l'eau, de qualité à l'échelle de l'aire urbaine de Grenoble ;

PROPOSE au conseil :

D'APPROUVER le traité de fusion transmis au préalable prévoyant la transmission universelle du patrimoine de la société publique locale S.E.R.G.A.D.I., société absorbée au profit de la société Eaux de Grenoble, société absorbante, et en conséquence augmentation du capital de la Société Eaux de Grenoble ;

DE MODIFIER la gouvernance, (les règles de prises de décision en assemblée générale des actionnaires) procéder à toute nomination et plus largement modifier les statuts de la société Eaux de Grenoble, à l'effet d'organiser les relations entre les actionnaires de la société Eaux de Grenoble et les actionnaires de la société publique locale S.E.R.G.A.D.I. à l'issue de l'opération de fusion ;

D'APPROUVER tout autre document ayant pour objet d'organiser les relations entre les actionnaires de la société Eaux de Grenoble et les actionnaires de la société société publique locale S.E.R.G.A.D.I. à l'issue de l'opération de fusion envisagée.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le traité de fusion transmis au préalable prévoyant la transmission universelle du patrimoine de la société publique locale S.E.R.G.A.D.I., société absorbée au profit de la société Eaux de Grenoble, société absorbante, et en conséquence augmentation du capital de la Société Eaux de Grenoble ;

DE MODIFIER la gouvernance, (les règles de prises de décision en assemblée générale des actionnaires) procéder à toute nomination et plus largement modifier les statuts de la société Eaux de Grenoble, à l'effet d'organiser les relations entre les actionnaires de la société Eaux de Grenoble et les actionnaires de la société publique locale S.E.R.G.A.D.I. à l'issue de l'opération de fusion ;

D'APPROUVER tout autre document ayant pour objet d'organiser les relations entre les actionnaires de la société Eaux de Grenoble et les actionnaires de la

société société publique locale S.E.R.G.A.D.I. à l'issue de l'opération de fusion envisagée.

4 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - CONVENTION DE FORETAGE VICAT – AVENANT 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE
--

Jérôme BOETTI,

VU le CGCT et notamment son article L2121-29 ;

VU l'arrêté préfectoral 90-2912 modifié ;

VU la délibération du conseil municipal du 14 octobre 2004 ;

VU le projet d'avenant 1 à la convention de foretage ;

INFORME le conseil que la société VICAT dispose d'une convention de foretage sur notre territoire communal pour laquelle elle verse une redevance annuelle à la commune ;

INDIQUE au conseil que cette redevance prévoit une révision annuelle assise sur un indice qui a été supprimé ;

PRECISE au conseil que l'INSEE propose un indice de remplacement ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'INTEGRER le nouvel indice à la formule de révision de la redevance prévue à la convention, selon les dispositions indiquées par l'avenant 1 joint à la présente ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant 1 ainsi que tous actes afférents.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération A l'UNANIMITE des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant 1 ainsi que tous actes afférents.

<p align="center">5 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - DÉCISION MODIFICATIVE N° 2014 - 02 EAU</p>
--

Jérôme MERLE,

VU les articles 1612-4 et 1612-6 du Code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

CONSIDERANT l'exposé de la décision modificative effectué par le rapporteur à la séance du conseil municipal du 13 novembre 2014 ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER la décision modificative n°2014-02 ci-dessous, pour le budget EAU :

DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT		
Ouverture de nouveaux crédits		
6811/Chap.042	18 000.00 €	
023/ virement à la section d'investissement	- 18 000.00 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT	0.00 €	0.00 €
INVESTISSEMENT		
Ouverture de nouveaux crédits		
21531	- 46 000.00€	
2315	46 000.00€	
21531	- 707 000.00€	
2315	707 000.00€	
281531/Chap. 040		18 000.00 €
021/ virement de la section de fonctionnement		- 18 000.00 €
TOTAL INVESTISSEMENT	0.00 €	0.00 €
TOTAL GENERAL	0.00 €	0.00 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER la décision modificative n°2014-02 ci-dessous, pour le budget EAU :

DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT		
Ouverture de nouveaux crédits		
6811/Chap.042	18 000.00 €	
023/ virement à la section d'investissement	- 18 000.00 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT	0.00 €	0.00 €
INVESTISSEMENT		
Ouverture de nouveaux crédits		
21531	- 46 000.00€	
2315	46 000.00€	
21531	- 707 000.00€	
2315	707 000.00€	
281531/Chap. 040		18 000.00 €
021/ virement de la section de fonctionnement		- 18 000.00 €
TOTAL INVESTISSEMENT	0.00 €	0.00 €
TOTAL GENERAL	0.00 €	0.00 €

6 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES – AVANCEMENTS DE GRADE

Jérôme MERLE,

VU la loi n° 2007-209 du 19.02.2007 de modernisation de la fonction publique, et notamment son article 35 du chapitre III portant dispositions relatives à la gestion des agents territoriaux, modifiant l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

«Le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois ou corps régis par la présente loi, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale, pouvant être promus à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emplois ou de ce corps est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique paritaire.» ;

VU l'avis favorable unanime du Comité Technique Paritaire en date du 16 septembre 2014 ;

CONSIDERANT les critères d'avancements de grade, adoptés au Comité Technique Paritaire du 3 décembre 2007, sachant qu'ils sont cumulatifs :

- remplir les conditions statutaires,
- lien avec la manière de servir, après avis de la hiérarchie de l'intéressé(e),
- lien avec le profil de poste établi au vu de l'organisation du service et des missions de service public à assurer,
- maintien de l'équilibre du déroulement de carrière des personnels appartenant au même cadre d'emplois au sein de la collectivité de Sassenage,
- sous réserve de remplir l'ensemble de ces critères, le ratio est fixé à 100 % ;

PRECISE le nombre d'agents à promouvoir, au titre de l'avancement de grade 2014, pour les grades ci-après, avec effet rétroactif au 1^{er} juin 2014, sauf indication spécifique citée ci-après :

Catégorie C

Avancement de grade d'adjoint technique de 2^{ème} classe à adjoint technique de 1^{ère} classe : 3 nominations.

Avancement de grade d'adjoint technique de 1^{ère} classe à adjoint technique principal de 2^{ème} classe : 6 nominations, dont 3 au 1^{er} septembre 2014.

Avancement de grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à adjoint technique principal de 1^{ère} classe : 4 nominations.

Avancement de grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à adjoint administratif de 1^{ère} classe : 2 nominations.

Avancement de grade d'adjoint administratif de 1^{ère} classe à adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : 3 nominations dont 2 au 1^{er} novembre 2014.

Avancement de grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : 1 nomination.

Avancement de grade d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe à adjoint d'animation de 1^{ère} classe : 1 nomination.

Avancement de grade d'adjoint d'animation de 1^{ère} classe à adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : 1 nomination.

Catégorie B

Avancement de grade de rédacteur à rédacteur principal de 2^{ème} classe : 1 nomination.

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER les nombres et dates d'effet des nominations liés à l'avancement de grade au titre de l'année 2014, cités ci-dessus.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER les nombres et dates d'effet des nominations liés à l'avancement de grade au titre de l'année 2014, cités ci-dessus.

7 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES - CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES RELATIVES AUX AVANCEMENTS DE GRADE

Jérôme MERLE,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

VU l'avis favorable unanime du Comité Technique Paritaire en date du 16 septembre 2014 ;

CONSIDERANT les avancements de grade au titre de l'année 2014, sous réserve de l'avis favorable des commissions administratives paritaires compétentes ;

INDIQUE la nécessité de créer les postes budgétaires suivants :

Catégorie C

- 3 postes à temps complet d'adjoint technique 1^{ère} classe
- 5 postes à temps complet d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (32 h 19 mn/semaine) d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe
- 3 postes à temps complet d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe
- 1 poste à temps non complet (28 h 33 mn/semaine) d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe
- 2 postes à temps complet d'adjoint administratif 1^{ère} classe
- 3 postes à temps complet d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe
- 1 poste à temps complet d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe
- 1 poste à temps complet d'adjoint d'animation 1^{ère} classe
- 1 poste à temps complet d'adjoint d'animation principal 2^{ème} classe

Catégorie B

- 1 poste à temps complet de rédacteur principal de 2^{ème} classe

INDIQUE la nécessité de supprimer les postes budgétaires suivants, liés aux créations de postes budgétaires citées ci-dessus :

Catégorie C

- 3 postes à temps complet d'adjoint technique 2^{ème} classe
- 5 postes à temps complet d'adjoint technique de 1^{ère} classe
- 1 poste à temps non complet (32 h 19 mn/semaine) d'adjoint technique de 1^{ère} classe
- 3 postes à temps complet d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (28 h 33 mn/semaine) d'adjoint technique principal 2^{ème} classe
- 2 postes à temps complet d'adjoint administratif 2^{ème} classe
- 3 postes à temps complet d'adjoint administratif de 1^{ère} classe
- 1 poste à temps complet d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe
- 1 poste à temps complet d'adjoint d'animation 2^{ème} classe

1 poste à temps complet d'adjoint d'animation 1^{ère} classe

Catégorie B

1 poste à temps complet de rédacteur

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER les créations et suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER les créations et suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012

**8 - DAE – PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ – DÉNOMINATION D'UNE VOIE
PUBLIQUE :
« IMPASSE DES PIERRES BLANCHES »**

Amédée MATRAIRE,

VU l'article L. 141-1 du code de la voirie routière ;

VU l'ensemble des articles L. 2212-1 et 2, et l'article L. 2213-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU la circulaire n° 6 du 3 janvier 1962 portant sur les conditions de dénomination des rues et places publiques

VU l'article 5 du décret n°94 1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts foncier ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles;

CONSIDERANT l'urbanisation en cours sur un ensemble de propriétés foncières situées au nord ouest de la Commune de Sassenage, en contre bas du chemin du Clapéro;

CONSIDERANT la nécessité d'établir un adressage cohérent des bâtiments existants, ainsi que ceux à venir sur cette zone, il convient de dénommer la voie publique qui les desservira;

PRECISE que la Commune a opté pour l'appellation de ladite voie : « Impasse des pierres blanches » ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER la dénomination la voie décrite précédemment : « Impasse des pierres blanches ».

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER la dénomination la voie décrite précédemment : « Impasse des pierres blanches ».

A 19 :40, Mme Evelyne ARNAUD et Mme Christine DURAND arrivent en séance du conseil municipal et récupèrent leur pouvoir.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - Mme Evelyne ARNAUD - Mme Christine DURAND - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Pierre-Manuel CHAUVET pouvoir à M. Yannick BELLE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE pouvoir à Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Jérôme GIACHINO pouvoir à M. Christian COIGNÉ - Mme Sandrine VITALI pouvoir à Mme Nathalie BRITES -

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	29
Nombre de votants	:	33

9 - DAE - PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2013

Christian COIGNÉ,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2224-5 et suivants, et D. 2224-1 à 5 concernant notamment le service public industriel et commercial ce l'assainissement

VU le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 qui fait obligation au Maire de présenter au conseil municipal un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement,

VU le rapport annuel établi par la Communauté d'Agglomération Grenoble Alpes Métropole qui assure la compétence Assainissement depuis le 1^{er} Janvier 2000,

VU l'avis de la commission consultative des services publics locaux en date du 6 novembre 2014,

PRECISE que, conformément à l'article D. 2224-5 du code général des collectivités territoriales, ce rapport annuel doit être mis à la disposition du public en Mairie, dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le Conseil Municipal, le public en étant avisé par voie d'affichage.

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de l'assainissement pour l'exercice 2013.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de l'assainissement pour l'exercice 2013.

10 - DGASP - PÔLE FEE - PETITE ENFANCE - MULTI-ACCUEIL LES LUCIOLES MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT
--

Brigitte GALLO,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la lettre circulaire de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) n° 2014-009 du 26 mars 2014 et les précisions et modifications qu'elle introduit dans la réglementation de la Prestation de Service Unique (PSU),

VU la demande de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Isère (Caf) de se conformer à cette réglementation en améliorant le service aux familles par la fourniture des couches et en leur laissant le libre choix du nombre de semaines de vacances déductibles,

VU le projet de la commune d'équiper le Multi-Accueil d'un nouveau logiciel de gestion et de bornes de pointage en harmonisation avec l'ensemble des services à la population,

INDIQUE qu'il est nécessaire de réactualiser le règlement de fonctionnement du Multi-Accueil Les Lucioles en y apportant ces informations et en modifiant les modalités de contrat.

PRECISE que selon les directives de la CNAF les tarifs étant réactualisés chaque année en janvier le nouveau règlement de fonctionnement entrera en vigueur en janvier 2015 pour la mise en place des nouvelles modalités de contrat, la fourniture des couches étant prévue pour septembre 2015.

INDIQUE qu'il est proposé quelques mises à jour des informations apportées dans ce document pour préciser quelques règles de fonctionnement, notamment les règles d'hygiène et de sécurité.

PROPOSE au conseil municipal :

DE VALIDER ce règlement de fonctionnement pour une mise en application dès le mois de janvier 2015.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

DECIDE,

DE VALIDER ce règlement de fonctionnement pour une mise en application dès le mois de janvier 2015.

11 - DGASP – PÔLE FEE – SCOLAIRE – DEMANDE DE SUBVENTION CAF POUR LES TEMPS D'ACTIVITÉS PÉRISCOLAIRES (TAP)
--

Christine DURAND,

VU l'article L.2121-19 du code général des collectivités territoriales,

VU l'article n°67 de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'Ecole de la République,

VU le décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires,

VU le décret n°2013-707 du 2 août 2013 relatif au projet éducatif territorial et portant expérimentation relative à l'encadrement des enfants scolarisés bénéficiant d'activités périscolaires dans ce cadre,

VU le décret n°2014-457 du 7 mai 2014 portant autorisation d'expérimentations relatives à l'organisation des rythmes scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires,

VU le code de l'éducation, notamment ses articles L. 521-1, L. 551-1, et D. 521-1 à D. 521-13,

VU la délibération du 3 juillet 2014 relatif à la mise en place des nouveaux temps périscolaires,

VU l'avis favorable de la Commission du 10 juillet 2014 de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) concernant le Projet Educatif de Territoire de la Ville de Sassenage (PEDT),

VU la signature de la convention par la Ville de Sassenage, la DDCS et la Préfecture en date du 27 juillet 2014,

VU la lettre de la Caisse d'Allocation Familiale de l'Isère datée du 12 août 2014 concernant une éventuelle participation aux Temps d'Activités Périscolaires,

VU la réunion technique organisée à la CAF de l'Isère le 19 septembre 2014,

VU la déclaration à la Direction de la Cohésion Sociale d'un accueil de loisirs sans hébergement,

VU la demande à la CAF pour une aide spécifique – rythmes éducatifs (Asre)

INDIQUE qu'au regard des absences pour congés maternité et des disponibilités d'un certain nombre d'agents titulaires du Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD) ou équivalent, il sera possible dans un premier temps de déclarer un accueil de loisirs uniquement pour l'école Vercors.

PRECISE qu'au retour de la responsable du service enfance/périscolaire et dès l'embauche d'animateurs qualifiés BAFD dont le recrutement est en cours, les autres écoles seront également déclarées en accueil de loisirs.

SOULIGNE que les interlocuteurs CAF ont bien précisé oralement et par courriel en date du 26 septembre 2014 que seules trois heures sur 36 semaines scolaires seront subventionnées à raison de 0.50 euros par enfant et ce, dans la limite des fonds disponibles pour cette action.

RAPPELLE que dans le cadre de cette demande de subvention, il a été établi un projet pédagogique spécifique au TAP ainsi qu'un règlement intérieur, consultables auprès de la responsable par intérim du service enfance/périscolaire.

PROPOSE au conseil municipal :

DE VALIDER la déclaration de l'école Vercors en accueil de loisirs ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à demander à ce titre, une aide spécifique (Asre) prévue par la CAF de l'Isère.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

DECIDE,

DE VALIDER la déclaration de l'école Vercors en accueil de loisirs ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à demander à ce titre, une aide spécifique (Asre) prévue par la CAF de l'Isère.

12 - DGASP - PÔLE FAMILLE ENFANCE EDUCATION – SCOLAIRE - CONVENTION SUR LA PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES CLASSES D'INTÉGRATION SPÉCIALISÉES
--

Assunta ROSIN-BEDIN,

VU les articles L.112-1 à 4, et l'article L.351-1, du code de l'éducation

VU les articles D.112-1 à 3 et les articles D.351-3 à 32 du code de l'éducation

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

VU la circulaire n° 2009-087 du 17 juillet 2009, parue au BO n°31 du 27 août 2009, sur la scolarisation des élèves handicapés à l'école primaire ; actualisation de l'organisation des Classes pour l'Intégration Spécialisées (CLIS)

CONSIDERANT que la ville de Jarrie sollicite auprès des communes une participation financière pour l'enfant domicilié hors Jarrie qu'elle accueille dans les Classes d'Intégration Spécialisées (CLIS).

CONSIDERANT qu'au titre de l'année scolaire 2013-2014, un enfant sassenageois était scolarisé dans une école à Jarrie,

INDIQUE que le montant de la participation de la commune de Sassenage pour un enfant s'élève à 1582.88€,

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 1582.88 euros correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2013-2014, pour un enfant sassenageois.

Ces dépenses seront payées sur les crédits budgétaires disponibles au compte 6574 du budget principal 2014 de la Ville.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés,

DECIDE,

D'APPROUVER les termes de la convention,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 1582.88 euros correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2013-2014, pour un enfant sassenageois.

Ces dépenses seront payées sur les crédits budgétaires disponibles au compte 6574 du budget principal 2014 de la Ville.

13 - DGASP - PÔLE FAMILLE ENFANCE EDUCATION – SERVICE SCOLAIRE - PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE MÉDICO-SCOLAIRE DONT LE SIÈGE EST À ECHIROLLES

Marie-Frédérique DI-RAFFAELE,

VU l'ordonnance n°45-2407 du 18 octobre 1945 sur la protection de la santé des enfants d'âge scolaire, des élèves et du personnel des établissements d'enseignement et d'éducation de tous ordres

VU le décret d'application n°46-2698 du 26 novembre 1946 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 45-2407 du 18 octobre 1945 sur la protection de la santé des enfants d'âge scolaire, des élèves et du personnel des établissements d'enseignement et d'éducation de tous ordres

VU la fusion des centres médico-scolaires de Fontaine, Echirolles et Saint-Martin d'Hères regroupés en un seul centre Sud agglomération situé à l'école élémentaire Auguste Delaune à Echirolles

CONSIDERANT la nouvelle convention entre la commune de Sassenage et la commune d'Echirolles, qui a pour objet de prévoir la participation de la commune de Sassenage conformément à l'article 1, la participation sera réglée au vu d'une facture détaillée, sur l'exercice budgétaire suivant, soit n+1

CONSIDERANT que la nouvelle organisation induite par le déménagement du centre médico-scolaire a généré un retard dans les appels de fonds

INDIQUE que le montant de la participation de la commune de Sassenage varie en fonction des effectifs transmis par la DSDEN et des variations des coûts

DEMANDE pour les retards dans les appels de fonds la somme de 1210.00 euros pour l'année scolaire 2012 et la somme de 1218.00 euros pour l'année scolaire 2013

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER les termes de la nouvelle convention entre la commune de Sassenage et la commune d'Echirolles,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 1210 euros pour l'année scolaire 2012 et la somme de 1218 euros pour l'année scolaire 2013

Les montants correspondant seront mandatés sur les crédits disponibles au compte 62874 – remboursement caisse des écoles, du budget principal 2014 de la Ville

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER les termes de la nouvelle convention entre la commune de Sassenage et la commune d'Echirolles,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 1210 euros pour l'année scolaire 2012 et la somme de 1218 euros pour l'année scolaire 2013

Les montants correspondant seront mandatés sur les crédits disponibles au compte 62874 – remboursement caisse des écoles, du budget principal 2014 de la Ville

<p>14 - DGASP – PÔLE VIE DE LA CITÉ - CENTRE ASSOCIATIF SAINT-EXUPÉRY – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU COMITÉ RHÔNE-ALPES DU PARLEMENT EUROPÉEN DES JEUNES</p>

Jérôme MERLE,

VU le code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT que Monsieur Basile FRUMY Président du comité Rhône Alpes du Parlement Européen Jeunes, a donné l'opportunité à une étudiante sassenageoise membre de cette association, de participer à la session nationale du parlement européen des jeunes qui s'est déroulée du 13 au 17 mars 2014 en Irlande ;

CONSIDERANT la volonté municipale de soutenir l'apprentissage des jeunes à la citoyenneté ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ATTRIBUER une subvention exceptionnelle de 175 €(cent soixante quinze euros) au Comité Rhône Alpes du Parlement Européen Jeunes dont le versement sera conditionné par la production de justificatifs.

La dépense sera imputée sur les crédits disponibles au compte budgétaire FIN/6574/ASSO du budget principal 2014.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ATTRIBUER une subvention exceptionnelle de 175 €(cent soixante quinze euros) au Comité Rhône Alpes du Parlement Européen Jeunes dont le versement sera conditionné par la production de justificatifs.

La dépense sera imputée sur les crédits disponibles au compte budgétaire FIN/6574/ASSO du budget principal 2014.

15 – DGASP - PÔLE VIE DE LA CITÉ - VIE ASSOCIATIVE ET ANIMATION – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION « GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DE SASSENAGE »
--

Christian COIGNÉ,

VU la rubrique 7211 de l'annexe 2 à l'Instruction n°07-024 MO du 30 mars 2007 - Pièces justificatives des dépenses du secteur public local ;

VU la délibération du 15 avril 2014 permettant le paiement de frais exceptionnels engagés par les associations sassenageoises contribuant à dynamiser le réseau des villes jumelées avec la commune de Sassenage ;

CONSIDERANT l'échange organisé du 30 mai au 2 juin 2014 par l'association « Gymnastique Volontaire de Sassenage » avec l'association de jumelage de la commune de Sasso Marconi, dans le cadre du jumelage ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ATTRIBUER une subvention exceptionnelle à l'association « Gymnastique Volontaire de Sassenage » d'un montant de 564 €, correspondant à 20 % de participation aux frais de transport engagés par cette association lors de la rencontre entre les villes de Sassenage et Sasso Marconi du 30 mai au 2 juin 2014 ;

DE PRECISER que cette subvention sera versée sur présentation des justificatifs précisant le montant total TTC des frais engagés.

La dépense sera imputée sur le compte budgétaire suivant : FIN/6574/ASSOC.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ATTRIBUER une subvention exceptionnelle à l'association « Gymnastique Volontaire de Sassenage » d'un montant de 564 €, correspondant à 20 % de participation aux frais de transport engagés par cette association lors de la rencontre entre les villes de Sassenage et Sasso Marconi du 30 mai au 2 juin 2014 ;

DE PRECISER que cette subvention sera versée sur présentation des justificatifs précisant le montant total TTC des frais engagés.

La dépense sera imputée sur le compte budgétaire suivant : FIN/6574/ASSOC.

16 - DIRE – TOURISME – PROPOSITION DE TARIFS POUR PRODUITS ET PRESTATIONS TOURISTIQUES (OFFICE DE TOURISME ET GROTTES LES CUVES)

LE RAPPORTEUR,

VU l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération en date du 4 juillet 2013 sur les tarifs des produits et prestations touristiques ;

INDIQUE que, dans l'élargissement de la gamme de produits et de prestations proposés notamment à l'office de tourisme et la grotte Les Cuves de Sassenage, il convient d'en faire évoluer la tarification ;

RAPPELLE que pour la grotte Les Cuves de Sassenage :

- le tarif « enfant » s'applique pour les enfants de 6 à 18 ans,
- le tarif « étudiant » s'applique sur présentation de la carte d'étudiant,
- le tarif « demandeur d'emploi » doit être justifié,
- le tarif « groupe » est applicable :
 - à partir de 20 personnes pour la visite guidée,
 - aux seniors à partir de 65 ans individuellement,
 - ainsi qu'aux comités d'entreprises signataires d'une convention avec la Ville,
- le tarif « famille » s'applique pour tout groupe familial d'au moins 2 adultes et 3 enfants payants, ouvrant les droits aux tarifs de groupe ;
- la gratuité d'accès à la grotte est octroyée aux classes des écoles de Sassenage ;

PROPOSE de modifier et de créer le tarif de certains produits et prestations disponibles à la vente à l'office de tourisme et à la grotte Les Cuves comme suit :

Visites commentées // Accès à la grotte Les Cuves de Sassenage	Tarif H.T. en €	Taux TVA en %	Total T.T.C en €
Enfant de – de 6 ans			gratuit
Adulte	6,54	7	7,00
Enfant	4,67	7	5,00
Etudiant	5,14	7	5,50
Groupe adultes	5,14	7	5,50
Groupe étudiants	4,21	7	4,50
Groupe enfants	3,74	7	4,00
Forfait classes – visite guidée de la grotte Les Cuves avec commentaires depuis l'entrée	70,09	7	75,00
Forfait classes – visite guidée de la grotte Les Cuves avec commentaires depuis les parkings des Bus	93,46	7	100,00
Journées du patrimoine	1,87	7	2,00
Parcours ludo-sportif acrobatique souterrain (Accrogrotte)	7,48	7	8,00
Location local dit « scouts » pour dépôt de matériel des professionnels spéléologue	83,33	20.00	100,00

Visites commentées // Accès à la grotte Les Cuves de Sassenage (suite)	Tarif H.T. en €	Taux TVA en %	Total T.T.C en €
Accès à la grotte Les Cuves de Sassenage par les professionnels (forfait groupe) – encadrement spéléologie ou usage des installations du parcours en hauteur	23,36	7	25,00
Badge électronique préprogrammé (à l'unité)	46,73	7	50,00

--	--	--	--

Animations dans la grotte Les Cuves de Sassenage	Tarif H.T. en €	Taux TVA en %	Total T.T.C en €
Enfant de – de 6 ans			gratuit
Adulte	7,48	7	8,00
Etudiant	6,07	7	6,50
Enfant	5,61	7	6,00
Groupe adultes, comités d'entreprises agréés, demandeur d'emploi	6,54	7	7,00
Groupe étudiants	5,14	7	5,50
Groupe enfants	4,67	7	5,00
Animations Office de Tourisme	Tarif H.T. en €	Taux TVA en %	Total T.T.C en €
Initiation Geocaching 1 personne	1,87	7	2,00
Initiation Geocaching – forfait groupe (8 mini.)	14,02	7	15,00
Boutique grotte Les Cuves de Sassenage et Office de Tourisme	Tarif H.T. en €	Taux TVA en %	Total T.T.C En €
Bidon sport – 400 ml marqué Sassenage	6,25	20.00	7,50
Boite à crayons de couleur marquée Sassenage	3,75	20.00	4,50
Carnets de route (unité)	3,27	7	3,50
Carnets de route (lot de 5)	14.02	7	15,00
Carte de randonnée du Vercors (PNRV)	6,25	20.00	7,50
Carte postale ancienne	0,08	20.00	0,10
Carte postale	0,50	20.00	0,60
Cartes postales récentes par lot de 5	2,08	20.00	2,50
CD « Cheminement » de Rigodons et Traditions	10,00	20.00	12,00
CD « De par nos sentes » de Rigodons et Traditions	12,50	20.00	15,00
Dossier pédagogique Grotte Les Cuves à l'unité	1,25	20.00	1,50
DVD Circuit du patrimoine - Sassenage	3,75	20.00	4,50
DVD « En radeau sur l'Isère »	8,33	20.00	10,00
DVD « Pas à Pas de Rigodons et Traditions »	15,00	20.00	18,00
Eventail marqué Sassenage	1,67	20.00	2,00
Jeu de cartes « 7 familles » sur le patrimoine	5,00	20.00	6,00
Kit coloriage Patrimoine de Sassenage (livret + 1 boîte de 6 crayons de couleurs)	2,92	20.00	3.50
Lampe à led	0.83	20.00	1,00
Lampe-torche à dynamo marquée Sassenage	3,33	20.00	4,00
Livre « En radeau sur l'Isère »	4,67	7	5,00
Livre « Il était une fois l'Echo des Cuves »	16,72	7	20,00
Livre « Le bac de la Rollandière »	10,00	20.00	12,00
Livre « Le début du XXème à Sassenage »	14,02	7	15,00
Livre « Les Cuves de Sassenage » - petit format	5,23	7	5,60
Livre « Les Cuves de Sassenage » - Grand format	22,43	7	24,00
Livre « Mélusine »	5,23	7	5,60
Livre « Notre-Dame-des-Vignes à Sassenage »	9,35	7	10,00
Livre « Sassenage en Dauphiné »	17,76	7	19,00
Nettoie-lunettes porte clef marqué Sassenage	3,75	20.00	4,50

Parapluie automatique marqué Sassenage	10,00	20.00	12,00
Peluche chauve-souris 10 cm	3,25	20.00	3,90
Peluche chauve-souris 15 cm	4,08	20.00	4,90
Peluche chauve-souris 20 cm	4,92	20.00	5,90
Porte-clé métal marqué Sassenage	4,17	20.00	5,00
Porte-cartes marqué Sassenage	5,83	20.00	7,00
Sac cabas marqué Sassenage	13,33	20.00	16,00
Stylo en bambou marqué Sassenage + son étui	6,25	20.00	7,50
Tour de cou marqué Sassenage	1,25	20.00	1,50
Boutique grotte Les Cuves de Sassenage et Office de Tourisme alimentaire	Tarif H.T. en €	Taux TVA en %	Total T.T.C En €
Barre chocolatée, paquet de chewing-gum	1,00	20.00	1,20
Bière (33 cl)	1,67	20.00	2,00
Café / Thé	1,12	7	1,20
Eau minérale (50 cl)	0,93	7	1,00
Eau minérale (75 cl)	1,87	7	2,00
Eau minérale (150 cl)	2,34	7	2,50
Glace (ex : glaces à l'eau ...)	1,50	7	1,60
Glace (ex : cornets ...)	1,96	7	2,10
Glace (ex : magnum ...)	2,43	7	2,60
Soda (33 cl)	1,87	7	2,00
Sucette	0,28	7	0,30
Stands Marché de Noël	Tarif H.T. en €	Taux TVA en %	Total T.T.C En €
Réservation d'un stand de 3 m x 3	33.33	20.00	40.00
Stand supplémentaire animation	16.67	20.00	20.00

PROPOSE au conseil municipal :

D'ABROGER la délibération du conseil municipal du 7 novembre 2013 qui fixait les tarifs de l'office de tourisme et de la grotte Les Cuves de Sassenage pour l'année 2014 ;

D'ADOPTER les nouveaux tarifs indiqués ci-dessus pour les produits et prestations à la vente à l'office de tourisme et à la grotte Les Cuves de Sassenage.

Les recettes seront affectées sur la ligne budgétaire 7062.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ABROGER la délibération du conseil municipal du 7 novembre 2013 qui fixait les tarifs de l'office de tourisme et de la grotte Les Cuves de Sassenage pour l'année 2014 ;

D'ADOPTER les nouveaux tarifs indiqués ci-dessus pour les produits et prestations à la vente à l'office de tourisme et à la grotte Les Cuves de Sassenage.

Les recettes seront affectées sur la ligne budgétaire 7062.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 14 novembre 2014

Le Maire

Christian COIGNÉ.

Affichage le : 15 novembre 2014